

NE NÉGLIGEONS PAS L'ALPHABÉTISME :

appel à l'action



*Il faut se rendre à l'évidence :
l'alphabétisme doit être une priorité nationale.*



De plus en plus, ce sont les frontières intellectuelles plutôt que politiques qui définissent la place qu'occupe le Canada dans le monde.

Nous sommes en plein cœur d'une nouvelle ère où la pérennité des sociétés novatrices est assurée non seulement par le foisonnement d'idées et de découvertes, mais aussi par notre aptitude à comprendre, à calculer et à transmettre celles-ci.

L'alphabétisme facilite toutes ces activités et favorise le niveau et la qualité de vie d'un pays. Il s'agit d'un puissant catalyseur.

Des études révèlent que le Canada fait bonne figure à l'échelle mondiale. Selon une évaluation internationale récente, les élèves canadiens se classent dans le premier quartile, ou tout près de celui-ci, en lecture, en mathématiques et en sciences. Dans les deux premières catégories, nous figurons parmi les dix premiers pays.

Cependant, cette position avantageuse masque certains problèmes de taille. Près de 40 % des jeunes Canadiens ne bénéficient pas d'un alphabétisme adéquat. Et la situation est encore plus grave chez les adultes : près de la moitié d'entre eux possèdent des compétences d'alphabétisme insuffisantes pour la prose et les documents et plus de la moitié n'ont pas le niveau souhaité de numératie. Des écarts sont observés selon la région, le sexe et la classe socio-économique. En outre, de grandes inégalités ont fait surface entre les milieux rural et urbain, ainsi qu'entre les populations nées au Canada et celles qui y ont émigré.

Cette situation est inadmissible, compte tenu de la structure en pleine évolution de l'économie mondiale. L'analphabétisme risque d'entraîner des pertes de productivité, d'investissements et de débouchés se chiffrant en milliards de dollars.

Et il existe d'autres coûts encore plus considérables qui sont difficiles à mesurer. Qu'en coûte-t-il au Canada lorsqu'un parent ne peut faire la lecture à son enfant, ou lorsque des citoyens sont incapables de remplir un bulletin de vote? Quel prix le pays paie-t-il pour les nouveaux Canadiens qui se sentent isolés, ou pour les étudiants qui décrochent?

De fins observateurs, tels que Craig Alexander, économiste en chef adjoint chez TD et auteur du présent rapport, font remarquer que l'amélioration des taux d'alphabétisme va bien au-delà des gains économiques. Elle peut contribuer à enrichir des vies et à fortifier les collectivités. En effet, l'auteur indique qu'il serait difficile de penser à un autre enjeu qui, à lui seul, est susceptible d'avoir des retombées bénéfiques aussi considérables pour les citoyens, l'économie et la société.

Nous devons donc voir nos défis d'alphabétisme comme une priorité nationale. Il faudra d'abord redéfinir et coordonner plus efficacement et à tous les paliers les politiques gouvernementales qui se chevauchent actuellement. Le secteur privé doit aussi participer plus activement, et considérer que l'alphabétisme fait partie intégrante des objectifs de productivité.

En fin de compte, il devra y avoir consensus pour accorder une attention prioritaire à cette question et prendre l'initiative de réformes substantielles. Les pages qui suivent ont été rédigées dans cet esprit et défendent l'idée selon laquelle l'alphabétisme est une condition indispensable à la prospérité. Nous vous encourageons à lire le présent rapport et à le communiquer à d'autres. Il est crucial que tous se rendent à l'évidence : l'amélioration de l'alphabétisme doit être une priorité nationale.

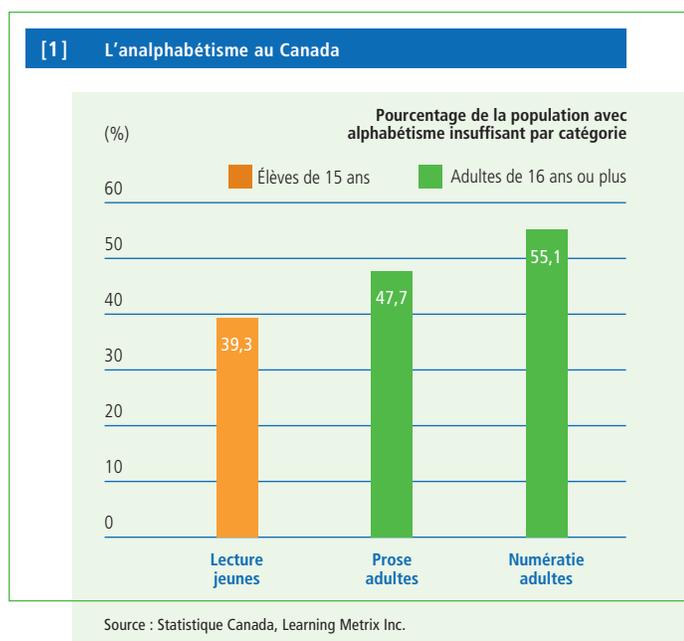
Frank McKenna

Président suppléant du Conseil
Groupe Financier Banque TD

NE NÉGLIGEONS PAS L'ALPHABÉTISME :

Parmi toutes les problématiques préoccupant les Canadiens – l'environnement, la santé et la lutte contre le terrorisme –, l'alphabétisme (ou littératie) n'est jamais désigné comme un problème urgent. Cet état de fait n'a rien d'étonnant car il est difficile d'imaginer comment le Canada pourrait se retrouver aux prises avec un défi d'analphabétisme, compte tenu de sa société inclusive et axée sur le partage, de son économie industrialisée moderne, et, enfin, de son système d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire bien développé. Il est donc tout à fait surprenant d'apprendre que bon nombre de citoyens du Canada ne possèdent pas les compétences d'alphabétisme nécessaires pour réussir dans l'économie actuelle; et cette situation vient nuire à leur niveau de vie. Selon diverses enquêtes, près de quatre jeunes de 15 ans sur dix ont des capacités insuffisantes en lecture; en outre, quelque deux diplômés universitaires sur dix, près de cinq adultes canadiens sur dix et six immigrants sur dix sont touchés par un alphabétisme insuffisant. [Graphique 1]

Cette situation décourageante comporte des coûts sociaux et économiques considérables, susceptibles d'être liés à de nombreuses difficultés urgentes qu'affronte le pays aujourd'hui. Par exemple, le piètre alphabétisme des jeunes est lié au taux élevé de décrochage à l'école secondaire, au chômage à long terme et à l'augmentation de la criminalité. Les lacunes d'alphabétisme chez l'adulte contribuent à la pauvreté et aux résultats insatisfaisants du Canada au chapitre de la productivité. Aussi, l'insuffisance de l'alphabétisme en anglais et en français parmi les immigrants nuit considérablement à l'intégration de nombreux nouveaux arrivants, dans l'économie et la société



canadiennes, à une époque où le vieillissement de la population crée un besoin plus pressant que jamais en compétences. On relève aussi une dimension régionale marquée touchant les taux d'alphabétisme, laquelle explique en partie les inégalités économiques qui frappent le pays depuis presque le tout début de la Confédération.

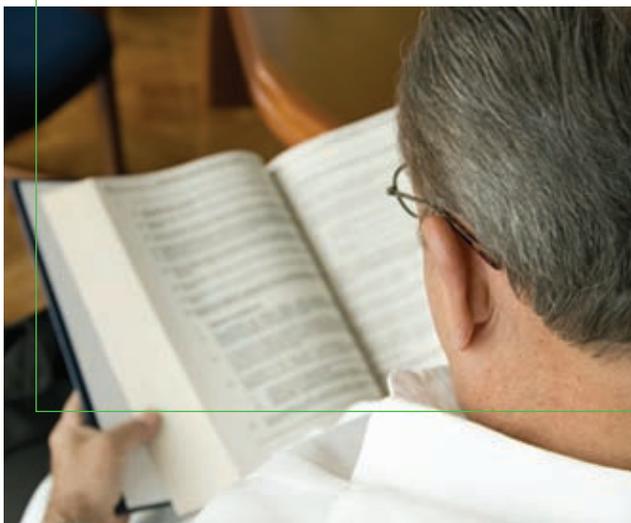
Défenseur de longue date des efforts favorisant l'alphabétisme, le Groupe Financier Banque TD a préparé le présent rapport pour faciliter une prise de conscience de l'état des choses au Canada. Bien entendu, le sujet reste trop vaste et trop complexe pour qu'un seul document général puisse en faire le tour; mais il s'agit plutôt de mettre en évidence la problématique, puis de lancer le débat. Nous espérons également que ce rapport sera le premier d'une série d'études, les interventions futures portant sur des thèmes ou axes plus particuliers.

Le rapport comporte quatre grandes sections. Tout d'abord, nous nous intéressons à la signification précise de l'expression « alphabétisme ». En second lieu, nous brossons un portrait de la performance du Canada à cet égard. En troisième lieu, nous abordons les coûts sociaux et économiques de l'analphabétisme. Pour conclure, nous nous penchons sur le rôle des politiques publiques et des initiatives du secteur privé, afin de rehausser la qualité d'alphabétisme.

Une conclusion importante ressort : les Canadiens devraient s'inquiéter de l'état de l'alphabétisme au pays. Ils auraient avantage à prendre position à cet égard, car les décideurs ne font pas généralement figure de meneurs mais ont plutôt tendance à épouser les orientations de l'opinion publique. Ce fait s'impose comme une évidence, devant les réactions récentes des gouvernements aux demandes publiques exigeant des actions environnementales.

Sur le plan des politiques, le pays bénéficierait de meilleurs taux d'alphabétisme dans tous les groupes, peu importe l'âge ou le sexe, qu'il s'agisse de personnes nées à l'étranger ou au pays, indépendamment du lieu de résidence. Toutefois, en s'appuyant exclusivement sur l'analyse de rentabilité, il reste évident que mieux vaut donner priorité aux démarches d'alphabétisme visant les jeunes, en insistant sur les programmes destinés aux personnes de milieux défavorisés, immigrants ou autochtones. En outre, l'alphabétisme des jeunes doit aussi figurer parmi les objectifs prioritaires des provinces où l'on a constaté des résultats inférieurs à la moyenne. Il ne s'agit certes pas d'affirmer que les autres programmes d'alphabétisme manquent d'importance, mais simplement de constater que les jeunes bénéficient d'un horizon temporel plus vaste pour récolter les récompenses d'un rehaussement des compétences. La problématique ne s'exprime pas de manière tranchée, puisque l'analyse de rentabilité menée selon de stricts critères logiques doit aussi faire place à une évaluation des gains sociaux d'ordre qualitatif. Par exemple, à quel prix évaluer le fait que le parent puisse faire la lecture à son enfant? On pourrait donc également avancer que les efforts visant l'amélioration de l'alphabétisme des adultes peuvent jouer un rôle marquant dans le relèvement du taux d'alphabétisme chez les jeunes.

EN QUOI CONSISTE L'ALPHABÉTISME?



Selon l'approche classique, l'alphabétisme revient à savoir lire ou écrire. Toutefois, cette description quelque peu étroite débouche sur une interprétation fautive associée à un résultat binaire...

l'alphabétisme se distingue concrètement par sa nature beaucoup plus générale.

EN QUOI CONSISTE L'ALPHABÉTISME?

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il importe de définir l'objet de la discussion. Une grande confusion règne quant à la signification précise du néologisme « alphabétisme ». Selon l'approche classique, l'alphabétisme revient à savoir lire ou écrire. Toutefois, cette description quelque peu étroite débouche sur une interprétation fautive associée à un résultat binaire : une personne est soit alphabète ou analphabète.

Ces dernières années, on a constaté une sensibilisation accrue au fait que l'alphabétisme se distingue concrètement par sa nature beaucoup plus générale. Un groupe international d'experts réunis en 2003 sous l'égide de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) a défini l'alphabétisme comme « la capacité de repérer, de comprendre, d'interpréter, de créer, de communiquer et de calculer des données et informations, en faisant appel à des documents imprimés et écrits associés à des contextes variables.

L'alphabétisme fait intervenir un axe continu d'apprentissage permettant à la personne de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et ses possibilités, et, en dernier lieu, de participer pleinement à la société dans son ensemble »¹.

La définition de l'UNESCO comporte quelques éléments d'importance à souligner. L'alphabétisme va au-delà des simples activités de lecture et d'écriture, avec une lourde pondération accordée à la compréhension. La référence à la capacité de « calculer » indique également la présence d'un aspect numérique

ou mathématique. Aussi, la définition constate qu'il existe une gamme de résultats associés à un « axe continu d'apprentissage ». On constate que l'alphabétisme fait partie intégrante de l'éducation et de l'épanouissement personnel. En dernier lieu, la définition reconnaît que l'alphabétisme accorde à la personne les moyens de participer plus activement à la société.

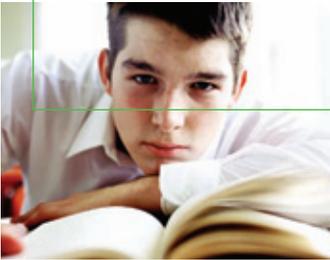
Mesurer l'alphabétisme

Pour l'évaluation de la compétence en alphabétisme, nous adopterons quatre catégories : insuffisante, faible, adéquate et supérieure. Ces rubriques correspondent aux niveaux du barème de l'enquête internationale de référence EIACA, c'est-à-dire l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes. Les personnes avec compétence insuffisante (niveau 1) ont du mal à lire, à retrouver et à interpréter les renseignements, ainsi qu'à exécuter des calculs arithmétiques. À la compétence faible (niveau 2), la personne ne sait ni lire ni exécuter les opérations de calcul avec habileté. La compétence adéquate (niveau 3) équivaut à des savoir-faire suffisamment établis pour l'adaptation à une économie moderne fondée sur le savoir. Souvent, les spécialistes indiqueront que le niveau 3 correspond à la compétence minimale « souhaitée ». Un tel niveau de compétence sert de norme appliquée aux pays développés, dans l'enquête internationale, car ce niveau est généralement associé à de meilleurs résultats sur le marché du travail, à un revenu plus élevé, à une plus grande indépendance, à une participation dans la collectivité et, enfin, à la formation continue. Les compétences supérieures d'alphabétisme (niveaux 4 et 5) correspondent aux savoir-faire avancés en lecture, écriture et arithmétique.

¹ Nordtveit, Harald. 2005. « Family Literacy », UNESCO, p. 4 (traduction libre).

SITUATION DE L'ALPHABÉTISME AU CANADA

Avant de trop nous rengorger devant ces résultats tout à fait louables, il nous incombe d'examiner les détails. Ces derniers signalent un certain nombre de problèmes.



SITUATION DE L'ALPHABÉTISME AU CANADA

Mais où se situe le Canada? En général, les habitants du Canada sont tout à fait alphabétisés, mais il reste quelques faiblesses critiques.

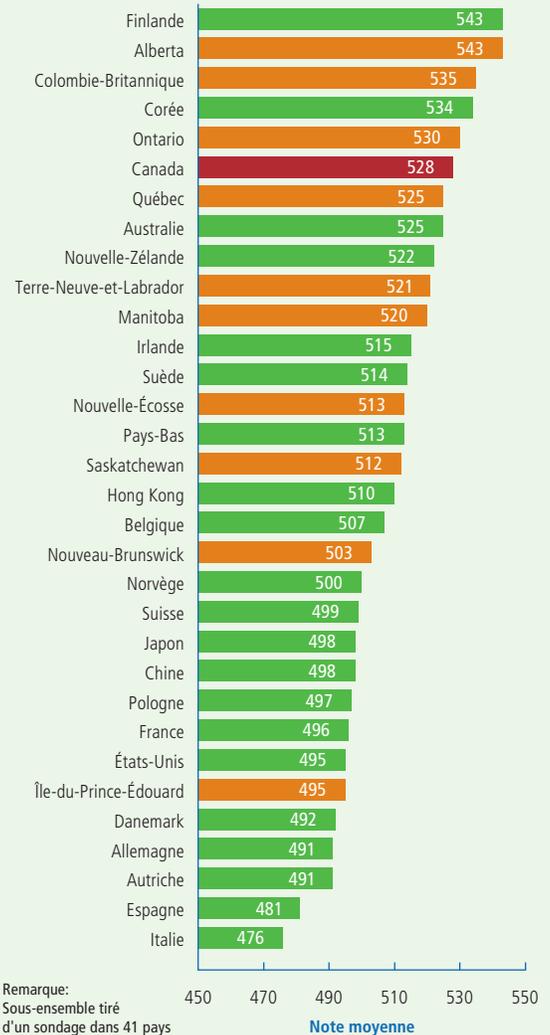
a. ALPHABÉTISME DES JEUNES

Près de quatre jeunes Canadiens sur dix ne bénéficient pas d'un alphabétisme adéquat

Pour commencer, nous nous tournons tout naturellement vers la situation de l'alphabétisme chez les jeunes. Le Canada figurait parmi les 32 pays ayant participé à l'étude du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) en 2000, mesurant les résultats d'élèves de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences. Cette étude a été suivie d'une autre étude PISA en 2003, faisant intervenir 41 pays.

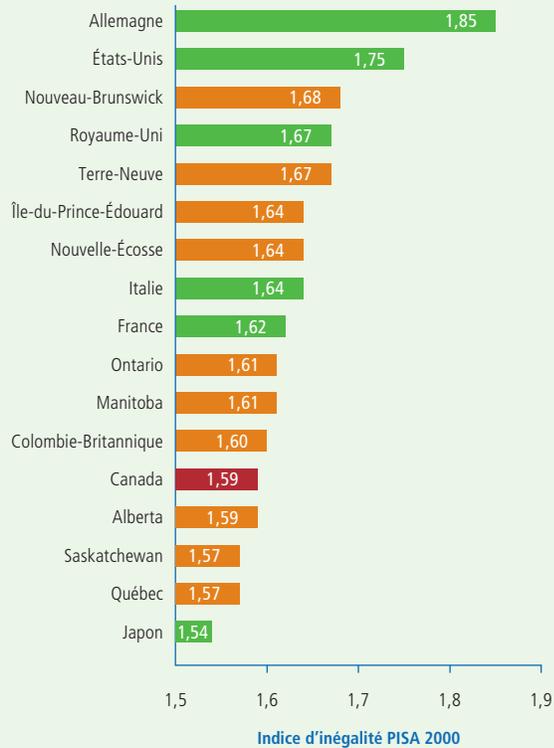
Le Canada a obtenu d'excellents résultats dans les études PISA de 2000 et de 2003. Ainsi, en 2003, le Canada figurait au troisième rang pour la lecture, au septième rang pour les mathématiques, au onzième rang en sciences et au neuvième rang en résolution des problèmes; le pays se classait donc en tête du palmarès international, dans tous les secteurs. [Graphique 2] Le Canada a également obtenu des résultats tout à fait favorables pour la faiblesse de la cote d'inégalité; ainsi, la part d'élèves avec résultats médiocres, relativement aux participants obtenant des résultats élevés, était inférieure à la proportion constatée dans de nombreux autres pays, ce qui constitue un acquis tout à fait souhaitable. [Graphique 3]

[2] Compétence de lecture chez les jeunes



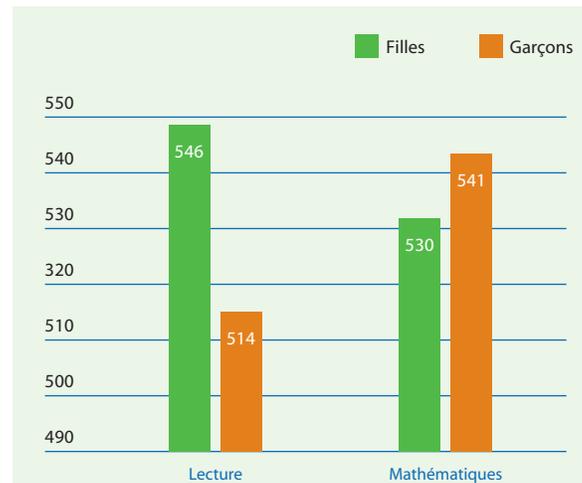
Source : Statistique Canada, PISA 2003

[3] Inégalité de lecture



Source : Statistique Canada

[4] Cotes de lecture par sexe



Source : Statistique Canada, PISA 2003

Écarts régionaux importants dans les résultats d'alphabétisme

Les conclusions de l'étude PISA de 2003 ont aussi révélé des inégalités régionales importantes, avec des résultats supérieurs pour l'Ouest et inférieurs pour l'Est, de manière générale. Dans les trois domaines clés (lecture, mathématiques et sciences), l'Alberta a obtenu des évaluations bien supérieures à la moyenne nationale; plus près de la moyenne, on trouvait la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et le Manitoba; enfin, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard se rangeaient sous la moyenne. Terre-Neuve-et-Labrador montrait des résultats dans la moyenne pour la lecture et les sciences, mais inférieurs pour les mathématiques. Dans chacun des domaines, les provinces avec les cotes les plus faibles possédaient également la part la plus importante d'élèves avec évaluation insuffisante, et souvent les taux les plus élevés d'inégalités d'alphabétisme.

Les garçons sont désavantagés pour la lecture

Des différences selon le sexe ont été constatées dans les études de 2000 et de 2003. En effet, pour la lecture, les filles ont obtenu des résultats considérablement supérieurs à ceux des garçons, dans toutes les provinces. En général, les garçons ont eu de meilleures notes que les filles pour les mathématiques, mais l'ampleur de l'écart restait inférieure à la différence constatée pour la lecture.

[Graphique 4]

Avant de trop nous rengorger devant ces résultats tout à fait louables, il nous incombe d'examiner les détails. Ces derniers signalent un certain nombre de problèmes. Selon l'étude PISA de 2000, « on peut affirmer que les résultats du Canada se sont améliorés avec le temps par rapport à ceux d'autres pays. Le Canada est passé d'un rang intermédiaire à l'un des premiers rangs. Toutefois, on ne peut pas établir dans quelle mesure les résultats se sont améliorés, ni même s'ils se sont effectivement améliorés. L'évaluation indique simplement que le Canada a progressé par rapport à d'autres pays »².

Pour évaluer les résultats absolus et réels du Canada, il s'avère utile de partir des indications du PISA et de les faire concorder avec le classement en quatre niveaux utilisé dans l'EIACA, en reprenant les catégories d'évaluation de compétence insuffisante, faible, adéquate et supérieure. Un article récent de Learning Metrix Inc. a procédé à un tel rapprochement, et les résultats étaient loin d'être encourageants : 39,3 % des jeunes Canadiens de 15 ans avaient obtenu une cote d'alphabétisme inférieure au niveau adéquat, d'après le barème de l'EIACA.

² Étude PISA de l'OCDE – « À la hauteur : La performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences », Statistique Canada, p. 49-50.

Les établissements de langue française hors Québec ont obtenu des résultats insatisfaisants

Dans les études PISA de 2000 et de 2003, les élèves des établissements de langue française en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba ont obtenu des notes inférieures en lecture et en sciences, comparativement à leurs homologues des écoles de langue anglaise, dans la même province. Aucun écart n'a été constaté au Québec. Du côté des mathématiques, l'unique différence marquée a été repérée en Ontario, où les établissements de langue française ont eu des résultats inférieurs.

L'association à un milieu défavorisé nuit à l'alphabétisme

Il était rassurant d'apprendre qu'au Canada, on constatait une variation moins marquée que dans d'autres pays à l'égard des résultats en lecture et en mathématiques constatés parmi les élèves provenant de milieux favorisés et défavorisés, d'où une inégalité moins prononcée entre les enfants issus de familles fortunées et modestes. Cependant, au sens le plus strict du terme, l'association à un milieu familial défavorisé a effectivement nuit au rendement d'alphabétisme. Le même principe s'appliquait aux résultats des élèves fréquentant des établissements d'enseignement avec familles de faible situation socio-économique (SSE), puisqu'ils obtenaient des résultats de lecture inférieurs à ceux des établissements à SSE élevée en moyenne. On peut en déduire que les élèves sont touchés à la fois par la situation socio-économique de leur famille et par celle de leurs condisciples. [Graphique 5]

Soulignons que les élèves qui n'occupaient pas un emploi pendant l'année scolaire ont obtenu des notes moyennes bien supérieures pour la lecture sans qu'une telle divergence ne s'applique aussi à la performance pour les mathématiques ou les sciences. Et plus le nombre d'heures de travail augmentait, plus les résultats pour les trois domaines baissaient. L'augmentation du

nombre d'heures de travail correspondait aussi à un risque accru de décrochage à l'école secondaire. Pour certains jeunes, ces conclusions relèvent de la situation socio-économique; mais la problématique n'est pas forcément complètement tranchée, car quelques élèves décident de travailler même s'ils viennent de familles plus aisées.

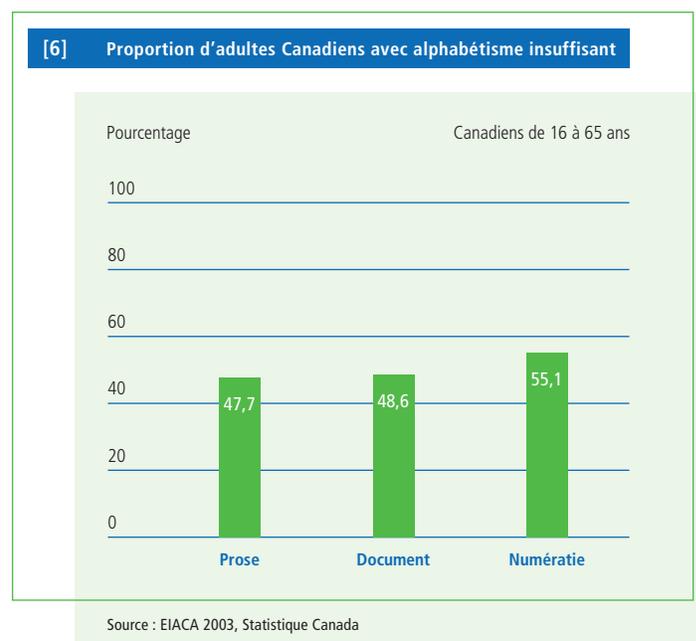
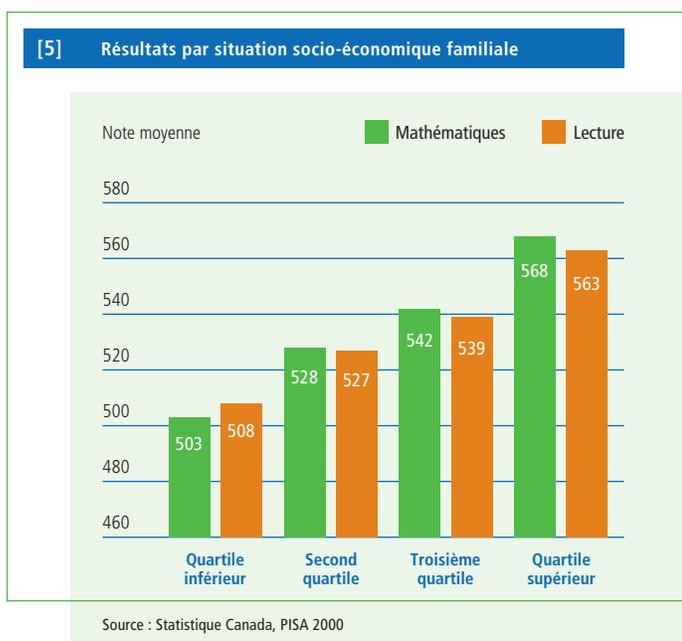
Certaines conclusions sur l'alphabétisme des jeunes peuvent être tirées

Pour résumer, les jeunes Canadiens se classent extrêmement bien sur le plan international, mais ils sont beaucoup trop nombreux à ne pas avoir les compétences adéquates en alphabétisme. Parmi les éléments marquants, on peut évoquer les résultats inférieurs dans certaines provinces de l'Est, des garçons pour la lecture, des filles pour les mathématiques et des élèves de certains établissements de langue française. En outre, les jeunes de milieu défavorisés ou fréquentant une école de situation socio-économique inférieure à la moyenne semblent vulnérables.

b. ALPHABÉTISME DES ADULTES

Quelque 48 % des adultes canadiens obtiennent des résultats d'alphabétisme insuffisants

Passons à l'alphabétisme chez les adultes, en nous fondant sur les données essentielles de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA). Selon les résultats de 2003, le Canada se situe au milieu du peloton pour le classement international des pays développés; malgré tout, les données détaillées sont troublantes, une fois de plus. À l'échelle nationale, 48 % des Canadiens de 16 ans ou plus (près de 12 millions de citoyens) ont des compétences d'alphabétisme



insuffisantes pour la prose et les documents, tandis que 55 % n'ont pas le niveau souhaité de numératie. La proportion de Canadiens se distinguant par un alphabétisme rudimentaire uniquement restait importante : 20 % d'entre eux ont un alphabétisme de prose insuffisant (niveau 1); 22 %, un alphabétisme de document insuffisant; et 26 %, une numératie insuffisante. [Graphiques 6 et 7]

Ces résultats sont inquiétants, mais il y a pis : malgré une demande croissante de travailleurs fortement spécialisés, aucune amélioration importante sur le plan statistique n'a été constatée, dans les données à l'échelle nationale en 2003, comparativement à une étude précédente de 1994. En outre, les cotes d'alphabétisme des études antérieures indiquent qu'il n'y a eu guère d'amélioration depuis le milieu des années 1970, pour les hommes comme pour les femmes. [Graphique 8]

Les écarts régionaux sont encore présents

Tout comme pour les résultats chez les jeunes, on a constaté une dispersion régionale marquée des rendements des adultes, l'Ouest se classant au-dessus de la moyenne nationale, et l'Est, en dessous. L'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan se sont situées au-dessus de la moyenne canadienne pour les trois domaines d'alphabétisme (prose, document et numératie). L'Ontario, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard sont restés près de la moyenne. Le Québec a obtenu des résultats moyens pour la numératie mais inférieurs à la moyenne pour l'alphabétisme de document et de prose. Enfin, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré des résultats bien inférieurs à la moyenne dans les trois domaines. Les statistiques nationales n'ont pas connu d'amélioration entre 1994 et 2003, mais une certaine progression a été réalisée à l'échelle régionale, ailleurs qu'en Ontario et en Alberta. Le Québec a notamment obtenu de meilleurs résultats pour l'alphabétisme de

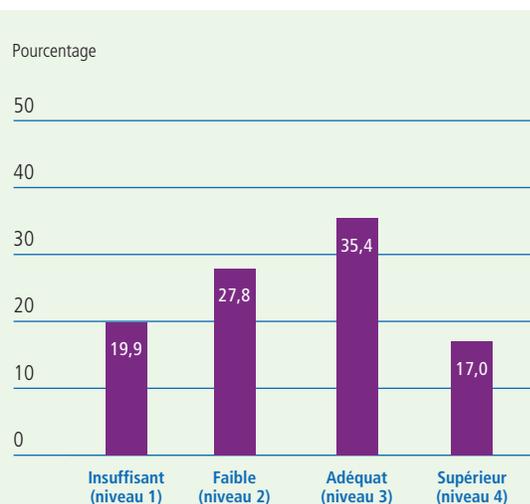
prose, et les provinces de l'Atlantique ont avancé pour l'alphabétisme de document. Néanmoins, dans un pays qui attache autant d'importance à l'égalité, de telles variations régionales substantielles sont préoccupantes. [Graphique 9]

Les Canadiens plus âgés ont un taux d'alphabétisme inférieur

Sur le plan des caractéristiques démographiques, on peut constater que la qualité de l'alphabétisme diminue avec l'âge. Ainsi, la majorité des aînés ont un taux d'alphabétisme plutôt faible. À titre d'exemple, seulement 18 % des personnes de plus de 65 ans bénéficiaient du niveau souhaité d'alphabétisme de prose; à peine 15 % s'appuyaient sur un taux d'alphabétisme de document acceptable; et 12 % se distinguaient par un taux de numératie adéquat. Pis encore, plus de la moitié de tous les aînés ont un alphabétisme de prose insuffisant (niveau 1) et près des deux tiers ont une numératie insuffisante. Cet état de chose a sans doute des incidences importantes sur leur niveau de vie. Par exemple, ces personnes dépendent sans doute davantage des membres de la famille ou d'aidants. Ces aînés sont peut-être moins en mesure de participer aux activités de la collectivité. Aussi, la situation qu'ils vivent est peut-être associée à des risques pour la santé, en admettant qu'ils soient dans l'incapacité de lire les ordonnances ou de suivre des instructions écrites.

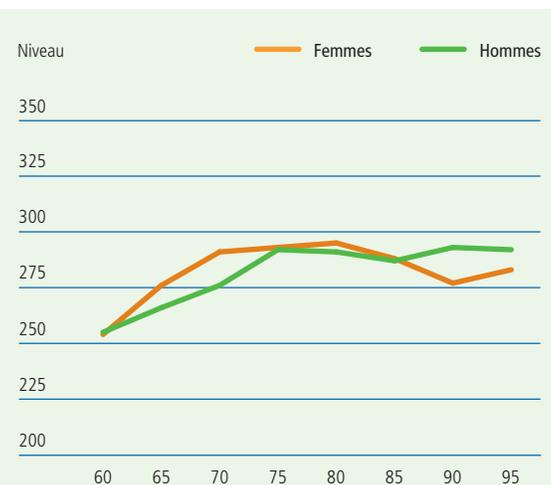
Rappelons qu'il faut tenir compte de l'axe générationnel, car l'alphabétisme est associé au niveau d'études; et les Canadiens plus âgés n'ont pas bénéficié d'une scolarité aussi longue que les citoyens plus jeunes. Il est donc vrai que les participants adultes plus jeunes de l'EIACA ont mieux réussi. Cela dit, même en limitant la perspective aux personnes de 16 à 25 ans, il reste que plus d'un tiers des personnes interrogées avaient une cote insuffisante ou faible pour l'alphabétisme de document et de prose; et un peu moins de la moitié d'entre elles possédaient les savoir-faire numériques souhaités.

[7] Alphabétisme de prose chez les adultes Canadiens (2003)



Source : EIACA 2003, Statistique Canada

[8] Cote d'alphabétisme moyenne



Source : Statistique Canada

L'éducation rehausse l'alphabétisme

On ne s'étonnera pas de constater qu'un alphabétisme supérieur était associé à la réussite dans les études; il semble aussi que le prolongement des études modère la détérioration de l'alphabétisme au long de la vie. Ces deux observations soulignent l'importance d'un investissement en alphabétisme chez les jeunes. Toutefois, un chiffre reste surprenant : 22 % des diplômés de l'université n'ont pas obtenu une cote adéquate pour l'alphabétisme de prose. Ces constatations s'expliquent notamment par les facteurs d'âge et d'immigration. En effet, entre 11 % et 14 % des diplômés universitaires nés au Canada âgés de 26 à 55 ans ont obtenu des notes insuffisantes pour l'alphabétisme de prose. Ce résultat met en évidence le faible alphabétisme dans les deux langues officielles du Canada, constaté chez les diplômés universitaires immigrants et plus âgés. Il s'agit aussi de savoir si l'on peut juger acceptable qu'environ un dixième des diplômés universitaires nés au Canada n'obtiennent pas une cote adéquate pour l'alphabétisme de prose. [Graphique 10]

Peu de différence selon le sexe

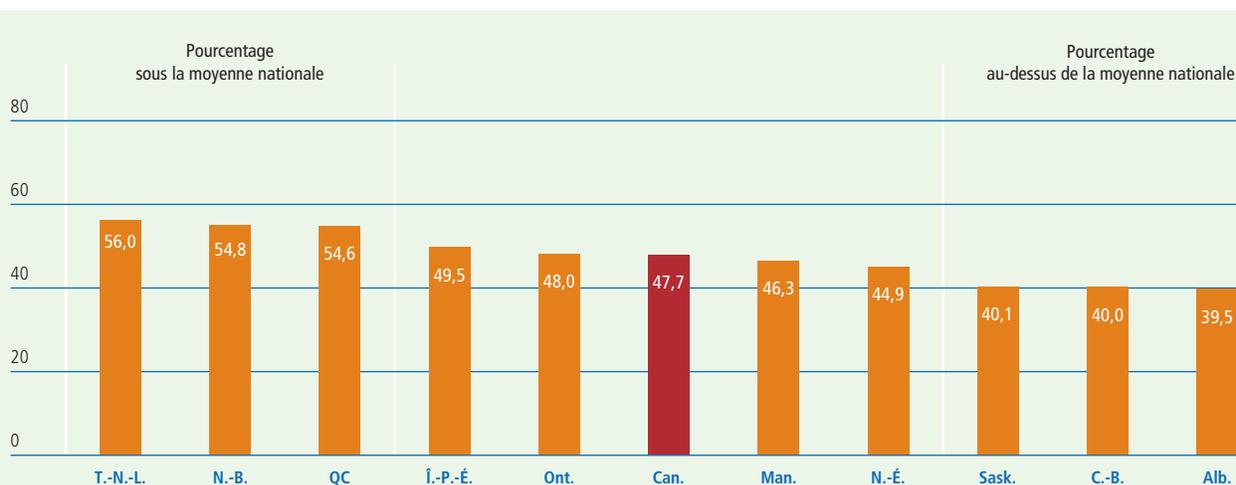
Les résultats selon le sexe pour les adultes ont débouché sur certains points communs et quelques différences, comparativement aux conclusions visant les jeunes. Ainsi, les femmes l'emportaient pour l'alphabétisme de prose, ce qui épouse les résultats chez les jeunes filles, qui obtenaient de meilleures évaluations pour la lecture; malgré tout, chez l'adulte, l'écart restait léger et sans importance statistique. Par ailleurs, les adultes du sexe masculin avaient tendance à obtenir de meilleurs résultats pour l'alphabétisme de document et la numératie, cette conclusion correspondant aux données voulant que les garçons réussissent généralement mieux en mathématiques.

Les francophones et les Autochtones ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne

L'EIACA s'est aussi penchée sur les résultats des minorités linguistiques. Les participants pouvaient choisir l'anglais ou le français comme langue d'évaluation. Dans les quatre provinces où une partie importante de la population parle les deux langues officielles (Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario et Manitoba), une proportion passablement plus importante de francophones (personnes de langue maternelle française) que d'anglophones n'ont pas réussi à obtenir une cote adéquate pour l'alphabétisme de prose. Hors Québec, près des deux tiers des francophones ont choisi de passer l'évaluation en anglais. Les francophones ayant choisi d'être évalués en anglais ont bénéficié d'un alphabétisme de prose plus élevé que les personnes qui ont été évaluées en français. 50 % des francophones vivant hors Québec ayant passé le test en anglais ont obtenu une évaluation inférieure à la cote adéquate, pour l'alphabétisme, comparativement à 62 % ayant subi l'épreuve en français. Au Québec, les résultats inférieurs des francophones ont été associés en partie à un niveau de scolarité inférieur. Cependant, les niveaux de scolarité n'ont pas entièrement justifié les évaluations d'alphabétisme plus faibles touchant les francophones hors Québec.

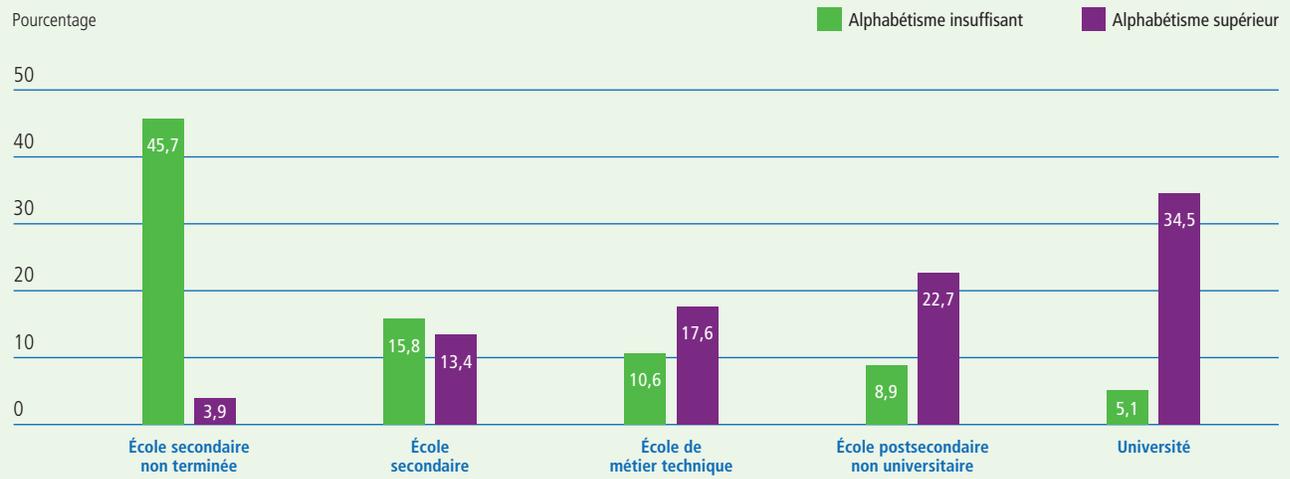
L'EIACA a aussi fait participer des Autochtones vivant dans les régions urbaines du Manitoba et de la Saskatchewan, sans oublier quelques collectivités des territoires. Les participants autochtones ont obtenu des notes plus faibles que la moyenne nationale pour l'alphabétisme de prose. Au Manitoba et en Saskatchewan, six personnes sur dix n'ont pas obtenu une cote adéquate pour l'évaluation de l'alphabétisme; et les résultats ont été encore inférieurs dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Le Yukon a mieux tiré son épingle du jeu : cinq personnes sur dix ont obtenu une note insuffisante ou faible pour l'alphabétisme. Ces

[9] Part de la population avec alphabétisme insuffisant



Source : EIACA 2003, Statistique Canada

[10] Alphabétisme de prose par niveau d'études



Source : Statistique Canada

résultats décevants s'expliquent en partie par un nombre inférieur d'années de scolarité et par la présence d'une langue maternelle qui n'est ni l'anglais ni le français, pour certains des participants (p. ex. l'inuktitut au Nunavut).

Les immigrants doivent affronter d'importants défis d'alphabétisme

En vue d'évaluer les résultats des immigrants, l'EIACA a distingué trois groupes : personnes nées au Canada (les non-immigrants), immigrants récents (vivant au Canada depuis moins de dix ans), et immigrants établis (vivant au Canada depuis plus de dix ans).

Les immigrants de 16 à 65 ans ont obtenu des résultats considérablement inférieurs à la moyenne nationale. Ainsi, 60 % des immigrants récents et établis avaient un alphabétisme de prose insuffisant ou faible, comparativement à 37 % des personnes interrogées nées au Canada. Fait étonnant, la durée du séjour au Canada n'a eu aucune incidence sur les notes moyennes des immigrants. Ce fait étrange s'explique peut-être en partie par une aberration statistique, mais vient quand même étayer davantage les arguments convaincants voulant que le pays n'assure pas une intégration économique et sociale des nouveaux arrivants aussi complète que nécessaire. [Graphique 11]

Pour la répartition entre les sexes, 34 % des immigrantes récentes avaient un alphabétisme de prose insuffisant (niveau 1), contre 28 % d'immigrants récents au même niveau. Ce chiffre se rapproche de la proportion observée chez les personnes nées au Canada, avec 9 % pour les femmes et 12 % pour les hommes.

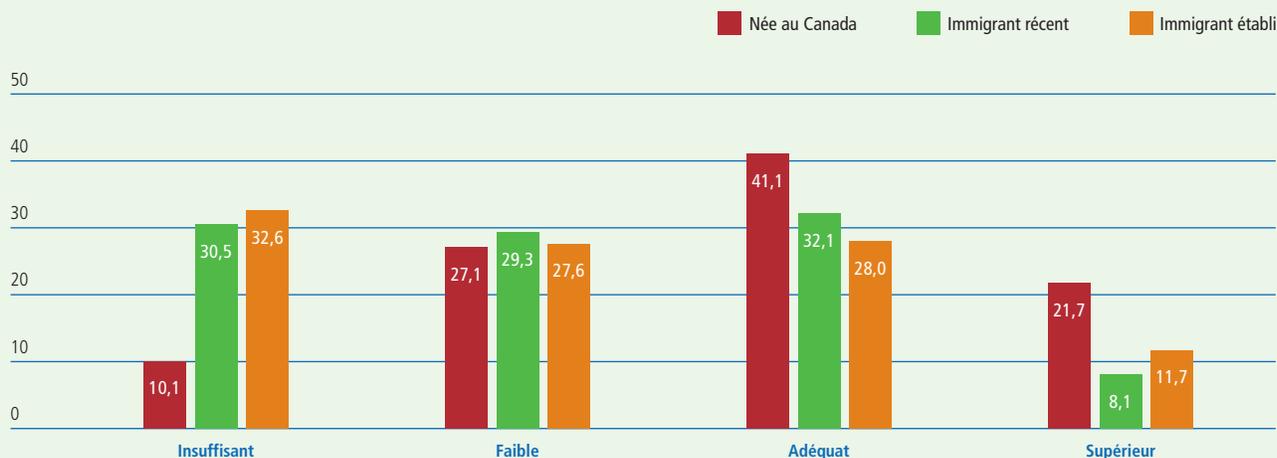
Les immigrants dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français ont obtenu des cotes d'alphabétisme inférieures. Ces personnes peuvent bénéficier d'un taux d'alphabétisme élevé dans leur langue maternelle, mais ne sont pas à l'aise dans aucune des deux langues officielles du pays. Malgré tout, ce fait ne remet pas

en question la constatation d'un alphabétisme insuffisant, car il est probable que la compétence en anglais et en français a le plus d'importance pour assurer la réussite économique et financière au Canada. Certains de ces immigrants vivent à l'aise dans des collectivités choisies, mais il reste évident que de piètres compétences en anglais et en français viendront limiter les débouchés.

Les tendances démographiques repérées restent les mêmes pour les immigrants comme pour les autres Canadiens, les personnes plus jeunes se distinguant par un meilleur alphabétisme. Les études ont aussi eu des effets. Seulement 2 % des citoyens nés au Canada et diplômés de l'université avaient une compétence insuffisante (niveau 1) en alphabétisme de prose, comparativement à 14 % pour les immigrants établis et à 18 % pour les immigrants récents. Encore une fois, les constatations sont sans doute principalement imputables au fait que de nombreux immigrants ont été évalués dans un langage qui n'est pas leur langue maternelle.

Le rendement des immigrants constitue un écueil de taille puisque l'économie canadienne a désespérément besoin de leurs compétences. En outre, avec une immigration accrue associée à des pays où la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français, les problèmes risquent de s'aggraver dans les années à venir. En 1980, un immigrant sur trois arrivait d'un pays où l'on parlait l'anglais ou le français; mais ce chiffre a chuté en 2003, pour s'établir à une personne sur dix, et la baisse devrait se poursuivre. De plus, comme la durée de la période de résidence n'a manifestement aucune répercussion sur le rendement en alphabétisme, on peut en conclure que le Canada ne parvient guère à bien intégrer les immigrants à la société. Cet état de fait vient aussi soulever des questions sur l'exclusion sociale et économique. [Graphique 12]

[11] Alphabétisme de prose : personnes nées au Canada et immigrants



Source : Statistique Canada

On repère des différences dans les perspectives rurales et urbaines

Les enquêtes précédentes ont indiqué que le taux d'alphabétisme était plus faible en région rurale. L'EIACA de 1997 signalait que 24 % de la population rurale avait un alphabétisme de prose insuffisant (niveau 1), contre 21 % en région urbaine. Inversement, seulement 17 % des participants provenant des régions rurales bénéficiaient d'un alphabétisme de prose supérieur, comparativement à 21 % dans les villes. Des écarts entre les régions urbaines et rurales ont également été mis en évidence par l'étude PISA de 2000, selon laquelle les élèves de 15 ans en établissement scolaire urbain obtenaient des résultats considérablement supérieurs en lecture. Mais surtout, les facteurs socio-économiques (particulièrement les études et les revenus des parents) ne suffisaient pas à justifier les différences. Les compétences d'alphabétisme généralement plus faibles, en milieu rural, d'après les chercheurs, s'expliquent par l'âge moyen plus élevé des populations rurales, ces personnes ayant en outre généralement accumulé moins d'années de scolarité et s'appuyant fréquemment sur des revenus plus faibles.

Il est donc étonnant d'apprendre que l'EIACA de 2003 n'a présenté que de faibles différences dans les résultats d'alphabétisme pour les populations urbaines et rurales. Selon la dernière enquête auprès des adultes, 48,5 % des personnes interrogées en milieu rural avaient un alphabétisme de prose insuffisant, soit un résultat à peine supérieur au chiffre de 47,5 % enregistré pour les participants des milieux urbains.

Nous sommes d'avis que le rétrécissement des écarts dans les compétences en milieux urbain et rural, selon l'EIACA de 2003, fait sans doute état de l'expansion des populations d'immigrants dans les villes. Dans les années 1990, 73 % des nouveaux arrivants

au Canada se situaient dans trois grandes villes, à savoir Toronto, Vancouver et Montréal. Seulement 6 % des immigrants choisissaient de s'établir en région rurale. Rappelons que les cotes d'alphabétisme des immigrants sont généralement faibles dans les deux langues officielles. Si l'on éliminait l'effet des immigrants, il est probable que la faiblesse relative de l'alphabétisme rural se manifesterait de nouveau.

[12] Immigration au Canada en 2001-2002

Pourcentage du total par destination

Agglomération torontoise	46,9
Vancouver	13,5
Montréal	12,9
Calgary-Edmonton	5,2
Ottawa-Gatineau	3,8
Winnipeg	2,6
Halifax	0,6
Regina	0,4
Autres	14,4

Source : Statistique Canada, Services économiques TD

AVANTAGES D'UN ALPHABÉTISME SUPÉRIEUR



Il serait difficile de penser à un autre enjeu unique susceptible d'avoir des retombées bénéfiques aussi considérables pour les citoyens, l'économie et la société.

L'alphabétisme reste la clé de l'exploitation des possibilités de chacun

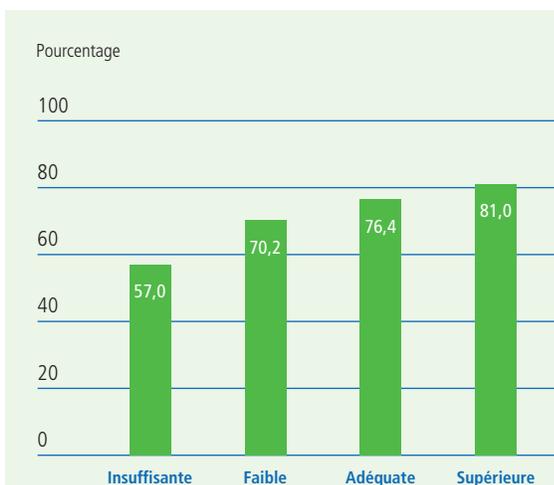
L'alphabétisme constitue une compétence essentielle pour pouvoir s'intégrer dans l'économie et la société d'aujourd'hui. Par exemple, les personnes avec une cote d'alphabétisme supérieure ont davantage de chances de terminer leurs études secondaires et d'entamer des études postsecondaires. Elles ont aussi davantage tendance à réussir leurs études collégiales ou universitaires.

Après avoir terminé leurs études, les personnes possédant de meilleures compétences d'alphabétisme ont davantage de chances de se présenter sur le marché du travail et d'y trouver un emploi rémunéré. [Graphique 13] En outre, ceux et celles qui bénéficient de compétences d'alphabétisme supérieures ont tendance à occuper un poste à temps plein et ont de plus grandes chances de trouver un travail comme gestionnaire ou comme expert. [Graphique 14] À l'inverse, ces personnes seront moins enclines à trouver un emploi à faibles compétences ou relevant de la production de marchandises par techniques traditionnelles.

AVANTAGES D'UN ALPHABÉTISME SUPÉRIEUR

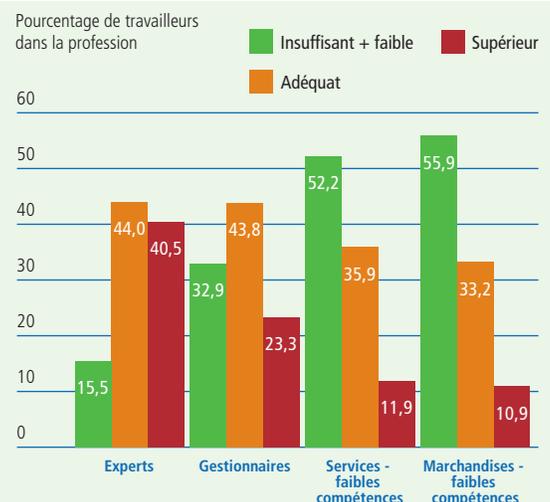
Les données des études l'indiquent clairement : de nombreux Canadiens ont des compétences d'alphabétisme insuffisantes. Nous estimons que cette situation se traduit par des coûts considérables pour les personnes, les entreprises, l'économie et la société. Commençons par voir en quoi l'alphabétisme est essentiel pour les citoyens et les unités familiales en général.

[13] Taux d'emploi par compétence d'alphabétisme



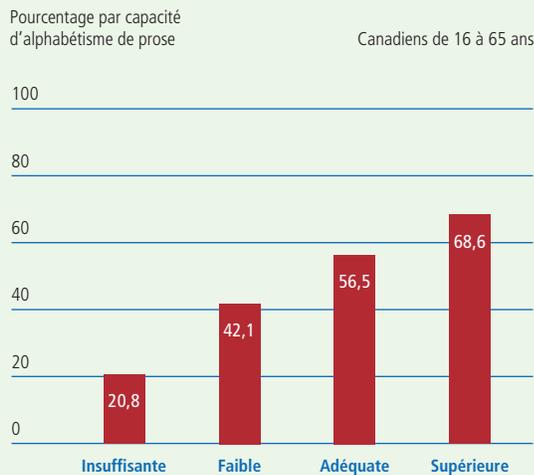
Source : Statistique Canada

[14] Alphabétisme de prose professions choisies



Source : Statistique Canada

[15] Ayant suivi une formation ou un apprentissage pour les adultes



Source : Statistique Canada

[16] Revenus personnels par compétence d'alphabétisme de prose



Source : Statistique Canada

Pour les personnes au chômage, la période d'absence de travail est généralement plus courte dans le cas des travailleurs bénéficiant de meilleures compétences pour la lecture, l'écriture et la numératie. Les Canadiens avec une meilleure capacité d'alphabétisme ont davantage tendance à poursuivre leurs études, après avoir quitté l'école, tant pour la formation parrainée par l'employeur que pour les études autonomes. [Graphique 15] Autrement dit, l'alphabétisme se répercute sur la capacité et la volonté de poursuivre des apprentissages la vie durant, démarche de plus en plus importante, dans une économie en évolution rapide et incessante, qui offre aux travailleurs une sécurité d'emploi chancelante.

Par suite de l'amélioration des occasions d'emploi, on relève une relation marquée entre l'alphabétisme et le revenu. À titre d'illustration, le revenu moyen d'une personne bénéficiant d'un alphabétisme supérieur, en 2003, s'établissait à 42 239 \$, c'est-à-dire plus du double du salaire de 20 692 \$ des personnes avec un alphabétisme insuffisant, et beaucoup plus que les revenus de 29 001 \$ constatés chez les personnes avec un alphabétisme faible. [Graphique 16] Ces constatations sont aussi appuyées par des études liant l'alphabétisme à l'éducation, et l'éducation au salaire. Ainsi, les économistes David Green et Craig Riddell en arrivent à la constatation suivante : « chaque année d'études supplémentaire accroît les revenus annuels d'environ 8,3 %, dont environ 3,1 points de pourcentage résultent de l'incidence combinée de la scolarité sur la littératie et, en retour, de la littératie sur les revenus »³.

Les entreprises et l'économie profitent d'une main-d'œuvre aux compétences d'alphabétisme supérieures

Les entreprises et l'économie en général profitent elles aussi des compétences supérieures d'alphabétisme constatées chez la main-d'œuvre. En 1997, le Conference Board of Canada a mené une

enquête demandant à des entreprises de faire le point sur les avantages observés après des interventions visant une amélioration des compétences d'alphabétisme du personnel. Les résultats donnent un aperçu valable des atouts. Ainsi, près d'un tiers des entreprises interrogées ont signalé des capacités accrues de réalisation d'une formation professionnelle. Environ un quart ont indiqué que le travail d'équipe, les relations de travail et la qualité du travail en général avaient connu des améliorations. Un répondant interrogé sur cinq a constaté une réduction du temps par tâche, une augmentation de la production et un abaissement du taux d'erreur. D'autres avantages ont aussi été évoqués : meilleurs résultats de santé-sécurité, réduction du gaspillage, meilleure fidélisation des employés et des clients, et hausse de la rentabilité.

Sur le plan de la perspective économique générale, toutes les observations propres aux diverses entreprises interrogées peuvent être rassemblées dans la catégorie de l'amélioration de la productivité et de la souplesse. Ces facteurs restent essentiels pour que le Canada rehausse ses résultats insatisfaisants récents, au chapitre de la productivité. En effet, depuis 1973, le Canada s'est rangé au troisième rang des pires résultats, pour la croissance du taux de productivité, mesurée selon la production par heures travaillées, parmi les 23 pays industrialisés de l'OCDE. Par conséquent, le Canada est passé du troisième rang au palmarès de la productivité au seizième rang, en 2006. En outre, cette faiblesse s'est encore intensifiée pendant la première partie des dix dernières années. Dans les années 1990, les entreprises constataient un taux de croissance moyen de la productivité de 2 % par an; mais entre 2002 et 2006, la hausse moyenne annuelle s'est limitée à 1 %. [Graphique 17]

Une augmentation de 1 % de l'alphabétisme rehausse la productivité de 2,5 % et la production en général de 1,5 %

Le Canada doit absolument intervenir pour renverser la vapeur. Il faudra pouvoir développer les compétences de la main-d'œuvre, à titre de composante clé de la solution, en s'appuyant sur l'éducation et l'alphabétisme, ces deux facteurs se renforçant l'un l'autre. De plus, le rehaussement de la productivité relèvera le niveau de vie de tous les citoyens. D'après une étude de Statistique Canada, une hausse de 1 % de l'alphabétisme par rapport aux autres pays se traduit par une progression de 2,5 % dans la productivité de la main-d'œuvre, et par une croissance de 1,5 % de la production par habitant, comparativement aux autres pays⁴.

De tels résultats correspondent à un rendement près de trois fois supérieur à celui que produisent les investissements sous forme d'immobilisations (machines, équipements et autres installations). Les auteurs de l'étude, toutefois, soulignent que les constatations ne sous-entendent pas nécessairement que les investissements dans l'alphabétisme s'avèrent supérieurs, sur le plan de la rentabilité, puisque les décaissements exigés pour rehausser les niveaux d'alphabétisme de 1 % pourraient être bien supérieurs aux dépenses nécessaires afin de rehausser les immobilisations selon le même pourcentage. Malgré tout, il reste vrai qu'un alphabétisme amélioré peut se traduire par des progrès économiques importants, voire étonnants.

La mondialisation continuera à rehausser la demande en compétences d'alphabétisme

Il est également évident que les changements structurels constatés dans l'économie ne feront qu'intensifier les besoins en main-d'œuvre plus alphabétisée, dans l'avenir. Depuis quelques dizaines d'années, le mouvement dominant reste le déplacement régulier vers une économie plus que jamais axée sur les services et les savoirs. La part des services dans l'économie occupe désormais 70 %

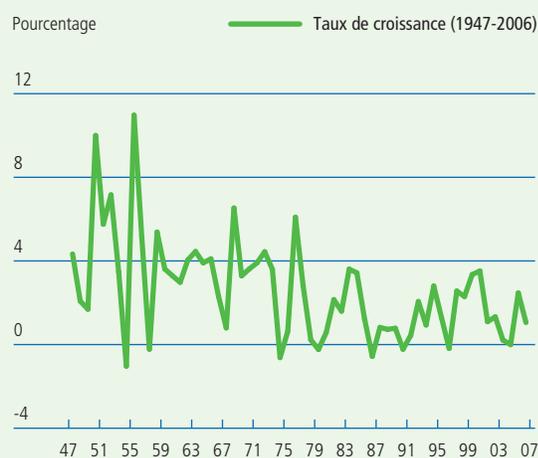
du PIB; les services du secteur privé comptent pour plus de 50 % de l'ensemble de la production économique. [Graphique 18] Dans le secteur des services, la plus forte hausse provient d'employeurs exigeant des compétences supérieures, particulièrement en technologies de l'information et des communications, en soins de santé, en administration publique, etc. À titre d'exemple, dans les années 1980 et 1990, le taux de croissance des professions de haute spécialisation était deux fois plus important que le taux de développement des métiers non spécialisés. De plus, la concurrence acharnée associée à la mondialisation force les entreprises canadiennes à modifier leur production pour se tourner vers des biens et services à forte valeur ajoutée. À titre d'illustration, depuis 1981, on constate une chute de 20 % dans la part dévolue aux industries de production de marchandises, représentées par le secteur primaire (c.-à-d. agriculture, foresterie, pêche et chasse). Dans le même ordre d'idées, les industries fabriquant des produits plus complexes occupent une part plus importante en proportion du secteur de la fabrication, tandis que les industries à faible valeur ajoutée ont subi une compression, sur le plan relatif et absolu. [Graphique 19]

De telles transformations structurelles sont loin d'être terminées. Nous continuerons à constater des pertes d'emploi dans les entreprises qui découvrent qu'elles n'arrivent plus à tenir tête à la concurrence; la demande en main-d'œuvre plus qualifiée ne cessera d'augmenter. Nous aurons besoin de taux d'alphabétisme supérieurs afin de faciliter de tels changements et, aussi, de réduire le fardeau économique et social qu'absorbent les travailleurs et les entreprises dans l'adaptation à la nouvelle conjoncture.

L'alphabétisme est associé à des retombées sociales positives

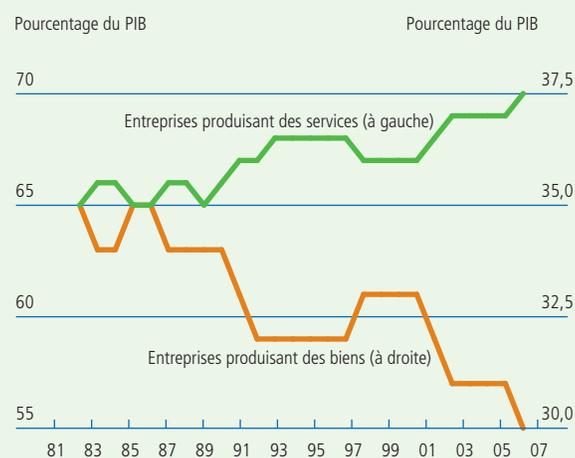
L'alphabétisme comporte également une dimension sociale importante qu'il reste difficile de quantifier. L'EIACA de 2003 a tenté de faire état de tels axes, en posant des questions sur le

[17] Productivité du secteur des entreprises



Source : Centre d'étude des niveaux de vie

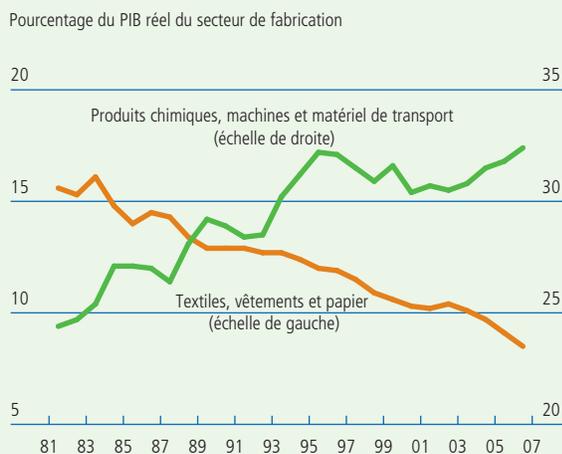
[18] Évolution structurelle de l'économie



Source : Statistique Canada

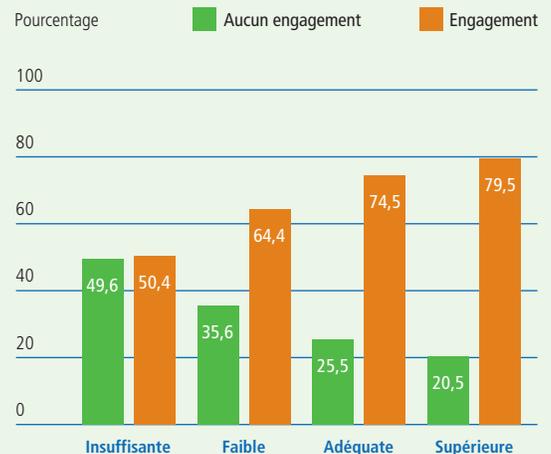
⁴ Coulombe, Serge, avec Jean-François Tremblay et Sylvie Marchand. 2004. « Performance en littératie, capital humain et croissance dans quatorze pays de l'OCDE », Statistique Canada, p. 33.

[19] Tendances – composition du secteur de fabrication



Source : Statistique Canada

[20] Civisme par capacité d'alphabétisme de prose



Source : Statistique Canada

bénévolat et la participation aux organisations ou activités communautaires. Les résultats ont montré que la moitié des personnes avec un alphabétisme de prose insuffisant ne participaient pas aux activités de la collectivité, comparativement à un cinquième des personnes profitant d'un alphabétisme de prose supérieur. [Graphique 20] Un tel constat laisse entendre que l'alphabétisme est associé au développement de collectivités et d'institutions sociales vigoureuses. Ce facteur est aussi sans doute lié à la conduite d'une démocratie fonctionnelle, car les citoyens avec un alphabétisme supérieur parviendront sans doute à mieux comprendre les problématiques, et à participer aux discussions et débats, dans le cours normal de la politique publique. Inversement, un alphabétisme insuffisant peut rehausser le risque d'exclusion, pour certains citoyens et divers groupes sociaux. On peut donner comme exemple les taux de criminalité chez les jeunes, relevant directement des résultats économiques et sociaux insatisfaisants.

Les cotes d'alphabétisme supérieures sont aussi souvent associées à une meilleure santé, ce qui s'explique peut-être par le fait que les connaissances touchant les questions de santé sont souvent transmises par des imprimés. Or, un meilleur état de santé débouche invariablement sur une qualité de vie supérieure. Compte tenu du vieillissement de la population du Canada, on pourrait avancer qu'une progression de l'alphabétisme serait susceptible d'alléger la pression subie par le système de soins, dans l'avenir, même si les effets seront sans doute d'envergure modeste.

L'analphabetisme coûte au Canada des milliards de dollars... et des milliers d'emplois

Nous avons abordé les avantages, certes, mais qu'en est-il des coûts relevant de l'analphabetisme (aussi appelé *illettrisme*)? Il est presque impossible de fixer un chiffre précis, mais les résultats de l'EIACA de 2003 (comme les taux de chômage moyens par niveau d'alphabétisme) peuvent servir à présenter certaines données, à

des fins d'illustration. En présumant que tous les autres facteurs restent constants et en rehaussant d'un niveau les résultats des personnes d'alphabétisme inférieur – les personnes avec un alphabétisme insuffisant (niveau 1) passant à un alphabétisme faible (niveau 2), et celles qui sont d'alphabétisme faible parvenant à un alphabétisme adéquat –, on en arriverait à quelque 800 000 emplois comblés de plus, soit l'équivalent d'environ 3,5 années de création d'emploi, en moyenne. Une telle intervention pourrait aussi faire baisser le taux de chômage national de plus d'un point de pourcentage.

En partant de l'analyse voulant qu'une hausse de 1 % des cotes d'alphabétisme nationales remonte la productivité du travail de quelque 2,5 %, on peut en tirer la conclusion suivante : toute amélioration de 1 % dans l'alphabétisme relèverait le produit national de 32 milliards de dollars. D'après les résultats de l'EIACA, en faisant monter la cote d'alphabétisme des personnes avec évaluation faible (niveau 2) à une évaluation adéquate, on constaterait l'équivalent d'une augmentation de près de 2,5 % dans le taux d'alphabétisme national, soit des retombées économiques atteignant près de 80 milliards de dollars.

De plus, comme la faiblesse en alphabétisme n'est pas répartie de manière uniforme au pays, les principaux progrès visant l'emploi et les revenus, de même que la principale baisse du chômage, seraient observés dans l'Est, là où les résultats d'alphabétisme sont les plus faibles.

Il faut aussi souligner que l'incidence de la création d'emploi et des revenus supérieurs n'aurait pas d'associations inflationnistes si elle était constatée pendant une période prolongée, puisque le tout coïnciderait avec une hausse de la productivité de la main-d'œuvre. Cette démarche viendrait lutter contre l'affaiblissement des résultats de productivité au Canada, à l'échelle internationale, tout en provoquant une remontée fondamentale du niveau de vie et de la qualité de vie de nombreux citoyens.

Il faut avouer que ces résultats sont de nature extrême et que, dans les faits, les autres facteurs ne restent pas constants. Certains travailleurs avec un meilleur alphabétisme ne parviendraient pas à bénéficier pleinement de tous les avantages possibles, puisqu'il existe des métiers n'exigeant que des compétences rudimentaires d'alphabétisme. On remarquerait sans doute des retombées décroissantes, à mesure que de plus en plus de personnes atteignent le niveau d'alphabétisme désiré. Autrement dit, les employeurs seraient amenés à pouvoir payer moins pour se procurer l'ensemble de compétences supérieures. Néanmoins, les chiffres ci-dessus le prouvent : l'amélioration de l'alphabétisme pourrait se traduire par la création de milliers d'emplois et par une forte progression du revenu national.

Une telle conclusion a été évoquée dans divers documents d'analyse, mais les résultats absolus doivent toujours être évalués avec un certain recul, car toute évaluation des coûts économiques reste imprécise. Par exemple, le groupe de travail des entreprises canadiennes sur l'alphabétisme (*Canadian Business Task Force on Literacy*) indiquait que le faible taux d'alphabétisme, en 1988, coûtait aux entreprises quelque 4 milliards de dollars en productivité perdue. Étant donné que l'alphabétisme ne s'est pas beaucoup amélioré depuis, en admettant que l'évaluation ait été précise, à l'époque, après redressement pour l'inflation précédente, les coûts s'établiraient aujourd'hui à quelque 6 milliards de dollars par an.

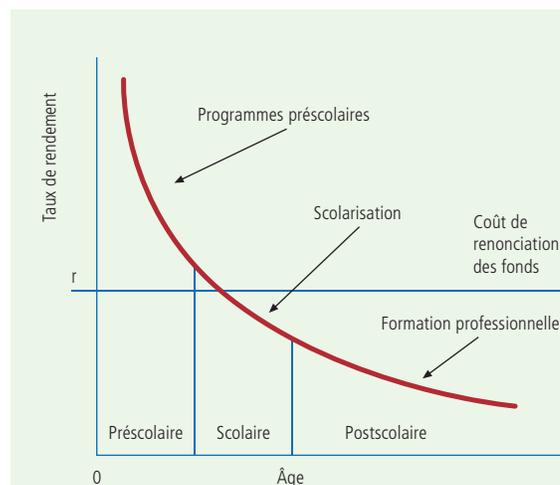
La question clé reste de savoir quels seront les coûts associés au redressement du taux d'alphabétisme. Cela pourrait prendre des années et des milliards de dollars. Il est regrettable de constater que cette problématique exigera davantage de recherche. On trouve bon nombre d'études universitaires sur les atouts de l'alphabétisme, mais très peu d'évaluations des coûts qui s'imposeront pour faire évoluer la situation.

Les gouvernements doivent faire des initiatives d'alphabétisme une véritable priorité

Ainsi, quelles mesures doivent prendre les gouvernements pour améliorer l'alphabétisme? Il semblerait naturel de se concentrer sur les points faibles relevés dans les études citées. Des programmes visant le rehaussement de l'alphabétisme chez les jeunes et les adultes donneraient des atouts importants, avec une attention particulière accordée aux immigrants, aux autochtones, aux écoles de langue française et aux collectivités rurales. On peut en déduire qu'une stratégie générale se traduirait par des avantages. Une démarche de ce type serait jugée possible si le gouvernement disposait de moyens illimités; mais la réalité des budgets gouvernementaux amène les décideurs à fixer certains objectifs prioritaires.

Sur le plan de l'analyse de rentabilité, la recommandation qui s'impose reste d'accorder la plus forte pondération possible à l'alphabétisme de la jeunesse. C'est que les bénéfices sont constatés sur une plus longue durée que chez les adultes. En outre, l'alphabétisme semble lancer une cascade favorable dans le perfectionnement des compétences. En effet, un meilleur alphabétisme favorise la réussite des études, ce qui relève encore davantage l'alphabétisme et facilite l'acquisition de compétences. En lançant le plus tôt possible un tel cycle en boucle, on parvient à des rendements plus importants. De plus, comme nous l'avons

[21] Taux de rendement des investissements en capital humain



déjà signalé, les niveaux supérieurs d'éducation et d'alphabétisme abaissent le taux de déperdition de l'alphabétisme, au fil du temps. Sur le plan des coûts, l'âge ne constitue pas un obstacle à l'amélioration de l'alphabétisme; mais les coûts des initiatives favorisant l'alphabétisme des jeunes sont sans doute inférieurs car, selon de nombreux spécialistes, les enfants font des apprentissages plus rapidement que les adultes. Sur le plan économique, toutes ces constatations reviennent à dire que le rendement sur l'investissement dans le capital humain diminue avec l'âge, fait que vient résumer le graphique d'accompagnement. [Graphique 21]

D'après cette évaluation, les décideurs doivent faire porter leurs efforts sur les apprentissages de la petite enfance, ainsi que sur les programmes scolaires au primaire et au secondaire. En outre, les études présentées plus haut révèlent que les jeunes provenant de milieux défavorisés, immigrants et autochtones, ainsi que de certaines provinces, doivent bénéficier de démarches prioritaires. En outre, le gouvernement pourrait obtenir des dividendes conséquents en insistant sur les compétences de lecture visant les garçons et les compétences quantitatives ciblant les filles.

Quoi qu'il en soit, il faut prendre soin de ne pas fonder les interventions exclusivement sur une approche clinique axée sur l'analyse de rentabilité. En réalité, nul ne sait vraiment quelles seront les incidences d'un investissement de 1 \$ en alphabétisme des enfants et des jeunes, comparativement au même investissement en alphabétisme des adultes. De plus amples recherches sont absolument nécessaires à cet égard. Ajoutons qu'une approche de rentabilité trop étroite néglige les gains sociaux. Comment mesurer l'importance d'une participation accrue, dans la collectivité, des adultes ayant de meilleures compétences d'alphabétisme? Comment chiffrer en dollars l'amélioration de la qualité de vie et l'indépendance supérieure dont pourront bénéficier les Canadiens plus âgés?

On doit aussi signaler la présence d'une boucle de rétroaction, puisque les parents avec un alphabétisme supérieur ont tendance à favoriser les progrès de l'alphabétisme chez leurs enfants. Inversement, de faibles compétences d'alphabétisme chez l'adulte peuvent déboucher sur l'exclusion sociale et économique, ainsi que sur les inégalités; cet état de fait crée ensuite un milieu socio-économique défavorisé pour les enfants. En d'autres termes, l'augmentation de l'alphabétisme des jeunes peut constituer une priorité, mais les programmes d'alphabétisme visant les adultes sont susceptibles de faciliter la réalisation d'un tel but.

Concertation et cohérence des politiques publiques

L'un des défis de l'amélioration de l'alphabétisme réside dans le fait qu'il n'existe finalement aucun échelon gouvernemental unique jugé responsable du dossier. Par conséquent, l'électorat n'impute à aucune instance gouvernementale des responsabilités exclusives à ce chapitre. Les provinces et le gouvernement fédéral ont fait de grands investissements dans les initiatives d'alphabétisme, ces dernières années, et ce, toujours avec les meilleures intentions. L'alphabétisme des jeunes relève tout naturellement de l'éducation, soit une responsabilité provinciale; mais l'immigration dépend surtout du gouvernement fédéral. Les politiques touchant la population autochtone sont encore plus complexes, car les autochtones des réserves relèvent du gouvernement fédéral tandis que ceux qui n'y habitent pas dépendent plutôt du gouvernement des provinces. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi lancé un débat sur les politiques pertinentes d'éducation à la petite enfance. On constate également des chevauchements pour l'alphabétisme des adultes. Au gouvernement fédéral, Ressources humaines et Développement social Canada chapeaute le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles. Affaires indiennes et du Nord Canada, Patrimoine canadien ainsi que Citoyenneté et Immigration Canada mènent aussi des démarches favorisant l'alphabétisme; et les provinces lancent leurs propres initiatives d'alphabétisme des adultes, par divers programmes socio-économiques.

La question essentielle reste de savoir si une approche plus coordonnée et complémentaire peut être trouvée et adoptée. Il serait peut-être possible de charger le gouvernement fédéral de l'établissement de normes nationales d'alphabétisme, par l'entremise d'un centre d'excellence réunissant les pratiques exemplaires et intervenant comme dépositaire des interventions de recherche ainsi que d'analyse. Entre-temps, les gouvernements des provinces pourraient être tenus explicitement responsables de la prestation des programmes. Les deux instances gouvernementales devraient assurer le financement des initiatives.

Les entreprises sont appelées à aussi jouer leur rôle

Les entreprises peuvent jouer leur propre rôle dans le rehaussement de l'alphabétisme. Comme nous l'avons vu, les entreprises profiteront du recours à un personnel possédant de meilleures compétences de lecture, d'écriture et d'arithmétique. L'alphabétisme constitue la clé de l'épanouissement de nombreux travailleurs et peut se traduire par des résultats financiers

favorables pour l'entreprise. Bon nombre d'entreprises ont déjà établi des programmes de formation importants, qui restent toutefois axés sur des ensembles de compétences particulières. Les entreprises sont plutôt invitées à tenter d'offrir aux employés l'occasion de développer leurs aptitudes de langage ainsi que des capacités de base, qui pourraient renforcer ou rehausser leur alphabétisme. De telles démarches peuvent se dérouler à l'interne ou grâce à une formation parrainée par l'employeur. Enfin, les entreprises peuvent aussi soutenir les initiatives d'alphabétisme par leurs activités de bienfaisance.

La participation parentale joue également un rôle clé

En dernier lieu, il va sans dire – ou presque – que les parents doivent tâcher de favoriser l'alphabétisme de leurs enfants. Divers sondages prouvent que les discussions avec les enfants portant sur des questions d'actualité ainsi que les activités culturelles familiales (p. ex. visites de musées, concerts, etc.) peuvent mieux développer l'alphabétisme et la quête du savoir. En outre, les parents qui fixent des attentes de formation supérieures privilégient généralement un meilleur taux d'alphabétisme chez leurs enfants.

Conclusions

Pour conclure, soulignons qu'un niveau élevé d'alphabétisme constitue une nécessité absolue dans l'économie d'aujourd'hui, fondée sur le savoir. C'est l'assise sur laquelle d'autres compétences sont acquises, et qui permet à la personne de tenir le rythme dans une société en évolution. Certes, la majorité des Canadiens bénéficient d'un taux d'alphabétisme suffisant; mais un nombre trop grand de citoyens n'a pas le niveau suffisant. Cette situation est non seulement jugée inadmissible, mais pose aussi des difficultés critiques, devant la structure mouvante de l'économie. Des compétences d'alphabétisme encore plus développées seront exigées dans l'avenir. Il est inquiétant de ne repérer aucune preuve convaincante montrant une progression dans les compétences d'alphabétisme au Canada depuis 30 ans. Afin de relever un tel défi, il nous faudra tabler sur des politiques publiques et des initiatives d'entreprise ciblant les maillons les plus faibles de la chaîne; les gains à long terme les plus marquants proviendront des investissements visant la jeunesse. Parmi les nouvelles les plus favorables, retenons que les efforts d'amélioration de l'alphabétisme peuvent avoir des incidences considérables et un retentissement profond. Un meilleur alphabétisme rehaussera le succès tant économique que financier des personnes et de l'économie dans l'ensemble. De tels progrès servent à réduire la pauvreté, à améliorer l'état de santé, à favoriser un meilleur engagement dans la collectivité et, enfin, à élever le niveau de vie. En fait, il serait difficile de penser à un autre enjeu unique susceptible d'avoir des retombées bénéfiques aussi considérables pour les citoyens, l'économie et la société.

*Craig Alexander, Vice-président et économiste en chef adjoint
Groupe Financier Banque TD*

